



*Direction de la Prévision et
des Etudes Economiques (DPÉE)*

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

JUILLET 2007

Table des Matières

RESUME	3
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	4
1.1. ESTIMATIONS DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2006.....	4
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i>	4
1.1.2. <i>Les Emplois du PIB</i>	6
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i>	6
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2007.....	6
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i>	6
1.2.2. <i>Les emplois du PIB</i>	7
2. LES FINANCES PUBLIQUES	8
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2006	8
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires</i>	8
2.1.2. <i>Les dépenses</i>	8
2.1.3. <i>La dette publique</i>	8
2.2.2. <i>Les dépenses</i>	9
2.2.3. <i>La dette publique</i>	9
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	10
3.1. ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2006.....	10
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	10
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	10
3.1.3. <i>Le solde global</i>	10
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2007.....	10
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	11
3.2.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	11
3.2.3. <i>Le solde global</i>	11
4. LA SITUATION MONETAIRE	11
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2006.....	11
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	11
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i>	11
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2007.....	12
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	12
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i>	12

RESUME

La situation économique et financière du Sénégal a été marquée en 2006 par la persistance de la crise énergétique, les difficultés des Industries Chimiques du Sénégal et du secteur primaire, compensée par une bonne tenue du secteur tertiaire. La croissance réelle du PIB est estimée à 2,1% contre 5,3% en 2005.

Le secteur primaire a enregistré une baisse de 2,9% en 2006 contre une hausse 11,1% en 2005, suite à la baisse de la production dans les sous secteurs de l'agriculture et de la pêche.

Le secteur secondaire a connu une contre performance due notamment à la persistance de la crise énergétique et aux difficultés des ICS. Le secteur a enregistré une baisse de 1,7% contre une croissance de 0,3% en 2005.

Le secteur tertiaire est, quant à lui, moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers. Il a enregistré toutefois un ralentissement dû essentiellement à la baisse des marges commerciales suite aux contre performances des secteurs primaire et secondaire. La croissance du secteur est estimée à 3,5% contre 5,2% en 2005.

En 2007, la croissance réelle du PIB est projetée à 5,4%.

Le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, est estimé en hausse de 3,1% par rapport à 2005 en raison essentiellement de la flambée du prix du baril de pétrole, atténuée par la dépréciation du dollar face à l'euro. Quant à l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation, elle s'est établie à 2,1% en 2006. Cette hausse a été induite essentiellement par la flambée du prix du baril de pétrole. En 2007, le déflateur du PIB devrait enregistrer une hausse de 3,9% par rapport à 2006.

Sur le plan budgétaire, l'assainissement des finances publiques s'est poursuivi avec une progression des recettes fiscales estimée à 9,5% malgré le ralentissement de l'activité économique. Le solde budgétaire de base (hors dépenses PPTTE et coûts des réformes structurelles) est estimé en déficit de 1,2% du PIB. Quant au déficit global (dons compris), il s'est établi à près de 5,7% du PIB en raison notamment de l'exécution des dépenses PPTTE et des appuis de l'Etat au secteur énergétique destinés à éviter l'envolée des prix. En 2007, le déficit budgétaire global s'établirait à 4,6% du PIB.

Au plan extérieur, le déficit du compte courant (dons compris) est estimé, en 2006 à 9,5% du PIB contre 7,8% en 2005. La détérioration du déficit courant s'explique par celle de la balance commerciale et de la balance des services et revenus nets, atténuées, par l'excédent des transferts courants. En effet, les envoies de fonds des expatriés ont atteint 410,5 milliards en 2006 contre 340,8 milliards en 2005. En 2007, le déficit du compte courant est projeté à 8,5% du PIB.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été marquée par une amélioration de 121,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une progression de 8,8% du crédit intérieur et une expansion de 11,9% de la masse monétaire. En 2007, la situation monétaire devrait se caractériser par un renforcement de 55,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 10,0% du crédit intérieur et une progression de 9,5% de la masse monétaire.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2006, l'économie mondiale a été globalement performante, avec un taux de croissance atteignant 5,4% après 4,9% en 2005, principalement portée par le dynamisme de l'activité des économies industrialisées. Toutefois, en perspective de 2007, l'activité économique mondiale devrait enregistrer un ralentissement, à cause de l'infléchissement de la croissance américaine, affectée principalement par la crise immobilière. Le taux de croissance du PIB mondial est attendu à 4,9%, soit au même niveau qu'en 2005.

Aux Etats-Unis, en dépit de la morosité du marché du logement et du ralentissement de l'investissement productif, la croissance a été vive, soutenue par la consommation des ménages, laquelle est confortée par la croissance de l'emploi et la baisse des prix. Dans la zone euro, l'amélioration de la demande intérieure, impulsée par la consommation des entreprises et des ménages, a accéléré la croissance, notamment en Allemagne. Au Japon, le redressement et la consolidation de l'activité économique, au cours du second

semestre de 2006, ont conforté l'expansion économique dans l'ensemble des pays avancés qui ont vu leur taux de croissance passer de 2,5% en 2005 à 3,1% en 2006 : il est prévu à 2,5% en 2007.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance économique a été vigoureuse, avec un taux moyen de 7,9% en 2006 contre 7,5% un an auparavant, essentiellement portée par la Chine et l'Inde. Dans les autres pays de la zone, l'expansion économique a été soutenue par le niveau élevé des prix des produits de base, particulièrement le pétrole, et les conditions favorables du marché des capitaux.

Dans ce contexte de conjoncture internationale favorable et caractérisée par le niveau élevé des prix du pétrole, dans la première moitié de 2006, la principale préoccupation a tourné autour des risques de tensions inflationnistes. Mais celles-ci se sont globalement dissipées durant la seconde moitié de l'année, du fait, à la fois, du resserrement généralisé des politiques monétaires dans les principaux pays industrialisés et du retournement de la tendance haussière des prix du pétrole. Dans l'ensemble des pays avancés, le taux d'inflation s'est stabilisé 2,3% entre 2005 et 2006 : il est attendu à 1,8% en 2007. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation oscille autour de 5,3% entre 2005 et 2007.

Sur le marché des changes, le tassement de l'activité économique américaine opposé à l'expansion vigoureuse de l'économie européenne a contribué à entretenir les anticipations d'une réduction des écarts des taux d'intérêt entre les deux zones et à affaiblir le dollar vis-à-vis de l'euro et de la livre sterling.

S'agissant des échanges commerciaux, le volume du commerce mondial en 2006 a enregistré une croissance de 9,2% contre 7,4% en 2005 : elle devrait se situer à 7% en 2007. En 2006, les importations des pays émergents et en développement ont augmenté de 15,0% contre 7,4% pour les pays avancés, après des taux respectifs de 12,1% et 6,1% l'année précédente. En perspective pour 2007, les importations respectives des deux zones augmenteraient de 12,5% et de 4,7%. Quant aux exportations, elles ont progressé, en 2006, de 10,6% dans les pays émergents et en développement et de 8,4% dans les pays avancés contre respectivement 11,2% et 5,6% en 2005. Ces taux sont prévus à 10,4% et 5,5% en 2007.

En ce qui concerne les cours mondiaux de matières premières, ils ont connu une évolution assez contrastée durant les deux dernières années.

Sur le marché du pétrole, les cours ont atteint, au cours de 2006, des sommets historiques, malgré la baisse amorcée dans la seconde moitié de l'année. Ce niveau élevé des prix s'expliquerait essentiellement par le déséquilibre des fondamentaux du marché, créant un déficit de l'offre face à une demande exacerbée par la vigueur de l'activité économique mondiale. En variation annuelle, la hausse des cours du pétrole est estimée à près de 21%, en 2006, contre plus de 41%, un an auparavant. Toutefois, en 2007, il est attendu une baisse de l'ordre de 6% en variation annuelle.

Sur les marchés des produits non combustibles, notamment celui des métaux qui représente près de 88%, la hausse des prix est principalement liée à la vigueur de l'activité économique mondiale. Au niveau des marchés de produits alimentaires et agricoles, l'augmentation des prix est liée, en grande partie, à l'insuffisance de l'offre. En 2006, le niveau des prix des produits de base non combustibles aurait augmenté de plus de 2,5% contre plus de 10,3% en 2005. Le taux croissance est prévu en 2007 à 4,2%.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2006

1.1.1. Les ressources du PIB

L'activité économique en 2006 est marquée par la persistance de la crise énergétique et les difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et du secteur primaire, laissant augurer une croissance réelle du PIB de 2,1% contre 5,3% en 2005. Cette contre performance résulte notamment de la baisse de la croissance notée dans les secteurs primaire et secondaire qui a été compensée par la bonne tenue du secteur tertiaire.

Le **secteur primaire** a baissé de 2,9% en 2006 contre une hausse de 11,1% en 2005, reflétant la baisse de la production dans les *sous-secteurs de l'agriculture* et de la *pêche*. En effet, l'activité du sous-secteur agricole est estimée en baisse de 5,4% en 2006 contre une augmentation de 16,7% en 2005 en raison d'un déficit d'intrants consécutif à la crise des ICS et d'un pluviométrique.

La production céréalière globale, estimée à 1 082 119 tonnes en 2006, a reculé de près de 24% comparée à la saison précédente, laissant entrevoir un bilan céréalier déficitaire. Les productions des cultures industrielles ont baissé également d'environ 29% par rapport à la campagne précédente. La production d'arachide d'huilerie s'est établie à 494 705 tonnes, soit une baisse de 30% tandis que celle du coton a progressé de 6% pour s'établir à 47 737 tonnes.

Dans le **sous-secteur de l'élevage**, la croissance est estimée à 5,9% en 2006 contre 3,9% en 2005, en raison de la progression de certaines espèces, de l'amélioration du poids moyen des animaux et de l'amélioration de la situation épidémiologique.

Le **sous-secteur de la pêche** a enregistré par contre une baisse estimée à 14,8% contre une hausse de 6,7% en 2005. Cette contre performance s'explique par la rareté de la ressource, la hausse des prix du pétrole et le phénomène de l'émigration clandestine.

Pour ce qui est de la **silviculture et de l'exploitation forestière**, la croissance est estimée à 1,6%, en raison du contingentement de certains produits visant à atténuer la pression démographique sur l'environnement et le maintien de l'équilibre des écosystèmes.

S'agissant du **secteur secondaire**, la persistance de la crise énergétique et les difficultés des ICS n'ont pas été favorables à l'évolution de l'activité industrielle. En 2006, le secteur a enregistré une baisse de 1,7% contre une croissance de 0,3% en 2005.

Les **activités extractives** ont accusé une baisse de 22,1%, suite à la chute de la production de phosphate (-52,8%) atténuée par la hausse de 12,6% de la production dans le sous-secteur des mines et carrières.

Le **sous-secteur des Corps gras alimentaires** a enregistré une hausse de 16,5% après une croissance de 11,0%, traduisant le retour progressif à la tendance normale.

S'agissant du **sous-secteur de l'énergie**, il a enregistré une légère croissance de 0,3% du fait notamment des difficultés d'approvisionnement en fuel de la SENELEC exacerbées par la flambée du prix du pétrole.

Quant au **sous-secteur des autres industries**, il a subi les effets directs de la hausse des prix des produits pétroliers et de la crise des ICS. En effet, le sous-secteur a connu un repli de 6,4% après une baisse de 1,5% en 2005. Cette baisse résulte essentiellement des contre performances des sous-secteurs du raffinage (-55,5%) et de la chimie (-51,6%).

Par contre, le **sous-secteur du Bâtiment et Travaux Publics** est resté très dynamique en raison des investissements publics en infrastructures de base et de la vigueur de la construction de logements des ménages. La croissance du sous-secteur est estimée à 15% en 2006.

Le **secteur tertiaire** est, quant à lui, moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers. Il a enregistré toutefois un ralentissement avec une croissance de 3,5% contre 5,2% en 2005. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la baisse des marges de commerce suite aux contre performances des secteurs primaire et secondaire. La croissance du secteur a été tirée par le dynamisme du sous secteur des télécommunications qui a crû de 15% en 2006 contre 14,0% en 2005.

Quant au **sous-secteur des transports**, il a baissé de 9,9% en 2006 contre une hausse de 5,3% en 2005, en raison des effets induits de la crise des ICS et de la flambée du prix du pétrole.

Les **activités commerciales** ont baissé de 0,5% en raison de la baisse des marges sur les secteurs primaire et secondaire.

Les offres de **services d'éducation et de santé** ont maintenu leur dynamisme grâce, d'une part, au renforcement des effectifs, avec notamment la poursuite des recrutements dans la fonction publique et, d'autre part, à l'augmentation du budget alloué à ces deux secteurs qui ont atteint en 2006, environ 50% du budget global de fonctionnement.

1.1.2. Les Emplois du PIB

La **consommation finale** a représenté environ 92,4% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure brute de près de 7,6% contre 10,7% en 2005. Cette baisse du taux d'épargne s'explique par la progression plus rapide de la consommation (5,8%) que du PIB (2,1%). Le taux d'épargne intérieure publique est estimé à 4,8%, tandis que celui du secteur privé s'est situé à 2,8%.

Les **investissements** ont progressé de 5,6%, en termes réels, du fait aussi bien de l'investissement privé que de l'investissement public. En conséquence, le taux d'investissement est évalué à près 24,5% en 2006 contre 25,2% en 2005. Les investissements publics se sont consolidés avec la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine, du programme de développement des villes secondaires et de la mise en œuvre du programme d'infrastructures dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).

Ainsi, globalement la demande intérieure a augmenté de 10,4% en termes réels.

S'agissant de la **demande extérieure** nette, en 2006, les exportations de biens et services ont baissé de 9,6%, en termes réels, tandis que les importations de biens ont progressé de 2,7% en termes réels.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB, est estimé en hausse de 3,1% par rapport à 2005. Cette hausse résulte essentiellement de la flambée du prix du baril de pétrole, atténuée par la dépréciation du dollar face à l'euro. Quant à **l'inflation** mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, elle s'est située à 2,1% en 2006, tirée par le transport et les produits énergétiques qui ont subi l'effet de la flambée du prix du pétrole et ont vu leurs prix croître respectivement de 8,5% et 5,5%.

Par ailleurs, l'économie sénégalaise a enregistré des gains de compétitivité de 1,3% en 2006 en raison d'un différentiel d'inflation favorable par rapport aux principaux partenaires.

1.2. Perspectives économiques en 2007

1.2.1. Les Ressources du PIB

Les objectifs de développement économique et financier à moyen et long terme continueront de s'inspirer des orientations déclinées dans le DSRP avec notamment la nécessité de satisfaire la demande sociale croissante. Aussi, le Gouvernement entreprend-il d'accélérer la croissance dans un contexte de maîtrise de l'inflation et de maintien des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire et monétaire.

La formulation de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) est bouclée et sa mise en œuvre à partir de 2007 devrait permettre d'augmenter la contribution encore faible des exportations à la croissance économique et de ramener, à long terme, le déficit du compte extérieur courant hors dons en dessous du seuil de 5% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

Pour réussir la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée, le Sénégal envisage de mettre en place un environnement des affaires de classe internationale pour le secteur privé. Aussi, un certain nombre d'entraves au développement du secteur privé seront levées notamment la lourdeur des procédures administratives, les difficultés d'accès au financement et le manque d'infrastructures dont une des conséquences est l'engorgement de Dakar et enfin assurer une plus grande transparence dans les marchés publics.

A cet égard, les réformes déjà en cours, conjuguées aux politiques visant la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé, l'efficacité du système judiciaire, la lutte contre la corruption, l'amélioration de la gouvernance locale et des services de l'administration publique, devraient davantage renforcer l'attractivité de l'économie sénégalaise.

A plus court terme, notamment en 2007, les perspectives macroéconomiques reposent sur la poursuite des objectifs de croissance et d'un ensemble de mesures prévues dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de seconde génération. La croissance réelle du PIB est projetée à 5,4%.

Le **secteur primaire** devrait progresser de 3,9% en 2007, essentiellement tiré par le **sous-secteur agricole** qui croîtrait de 5,5% à la faveur de politiques nationales visant le développement agricole durable. Ces politiques et stratégies recourent les objectifs des grandes orientations définies par le Gouvernement dans

le Programme National de Développement Agricole (PNDA), la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) et le Plan Retour Vers l'Agriculture (REVA). La mise en œuvre de ces programmes permettra de poursuivre le redressement de la production céréalière entamée en 2005 à la suite de la forte baisse observée en 2004.

Concernant le **sous-secteur de l'élevage**, sa croissance devrait s'établir à 2,7% en 2007. L'objectif du Gouvernement dans ce sous secteur est d'améliorer la sécurité alimentaire par une augmentation significative de la production locale afin de relever la consommation de viande au-delà de son niveau actuel. La filière avicole, notamment l'aviculture industrielle, permettra de pallier les lacunes dans la production de viande rouge. Pour ce qui est de la production laitière, la voie ciblée est l'insémination artificielle. Cette tendance positive devrait se poursuivre, en se renforçant au cours des prochaines années, du fait non seulement de l'impact des projets en cours, mais aussi de l'exécution de nouveaux projets (Programme de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal - PDMAS) et du renforcement des investissements en direction du secteur dans le cadre du Programme agricole.

S'agissant des **activités forestières et de la sylviculture**, la politique du maintien des équilibres des écosystèmes sera poursuivie afin d'améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural. A cet effet, ce sous secteur devrait croître de 1,3%.

Au niveau du **sous-secteur de la pêche**, il est prévu une croissance de 0,4% en raison notamment de la raréfaction des ressources halieutiques. La stratégie du gouvernement continuera de viser la satisfaction de la demande nationale, la gestion durable des ressources à travers les programmes de pause biologique, la restauration et la valorisation des ressources halieutiques et le développement de l'aquaculture.

S'agissant du **secteur secondaire**, l'ambition du Gouvernement est de relancer la croissance de l'industrie en améliorant la productivité et la compétitivité des entreprises et en réduisant les coûts des facteurs de production. La croissance du secteur est attendue à 6,4% en 2007 en raison de la bonne tenue du sous secteur des Bâtiments et Travaux Publics qui croîtrait de 10% grâce à la poursuite des travaux de construction d'infrastructures routières notamment le Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU) et la poursuite des travaux prévus dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).

Le **sous-secteur de l'énergie**, qui constitue un maillon important dans la réalisation des objectifs de croissance, continuera à subir les effets des hausses du prix du baril de pétrole mais devrait bénéficier des centrales électriques de Kounoune I et II et de Bel air. Il devrait croître de 2,0%.

Quant au **secteur tertiaire**, il croîtrait de 5,7% en 2007 en raison du dynamisme du **sous-secteur des Transports et Télécommunications** dont la croissance est attendue à 8,9%. Les **activités commerciales** devraient progresser de 4,5% en 2007 grâce à un approvisionnement adéquat des marchés et le redressement de la production industrielle.

Les offres de services **d'éducation et de santé** devraient maintenir leur dynamisme, grâce, à l'augmentation du budget alloué à ces deux secteurs qui devrait passer à plus de 50% du budget global de fonctionnement en 2007 et à l'effet sur toute l'année du complément du programme de recrutement. Elles progresseraient respectivement de 3,4% et 5,0%.

1.2.2. Les emplois du PIB

La consommation finale devrait croître moins vite que le PIB (4,7%). En conséquence, le taux d'épargne intérieure se situerait à 7,9% contre 7,6% en 2006. L'épargne intérieure est attendue à 6,1% tandis que celle du secteur privé demeurerait faible (1,8%). L'**investissement** maintiendrait sa dynamique avec la poursuite des travaux relatifs aux programmes d'infrastructures publiques et la vigueur de la construction de logements des ménages. Ainsi, le taux d'investissement est prévu à 23,8% du PIB en 2007.

S'agissant de la **demande extérieure** nette, en 2007, les exportations de biens et services augmenteraient de 0,2%, en termes réels, tandis que les importations de biens progresseraient de 3,7% en termes réels.

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB est projeté à 3,9% en 2007, traduisant les poussées inflationnistes liées à la hausse des cours du pétrole.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2006

Les estimations budgétaires de l'année 2006 arrêtent les recettes et dépenses totales respectivement à 1036,0 milliards et 1281,0 milliards.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les **recettes budgétaires totales** sont estimées à 962,6 milliards en 2006 contre 880,2 milliards en 2005, soit un accroissement de 82,4 milliards en valeur absolue et 9,4% en valeur relative imputable à la bonne tenue des recettes fiscales.

Les **recettes fiscales** se sont établies à 921,9 milliards enregistrant ainsi une progression de 71,1 milliards relativement à l'année précédente, soit une hausse de 8,4%.

2.1.2. Les dépenses

Les **dépenses totales et prêts nets** sont estimées à 1281,0 milliards contre 1103,7 milliards en 2005, soit un accroissement de 177,4 milliards en valeur absolue et de 16,1% en variation relative.

Les **dépenses ordinaires** sont estimées à 775,9 milliards contre 629 milliards en 2005 soit une hausse de 23,4%. La **masse salariale** est estimée à 286,2 milliards contre 254,9 milliards en 2005 soit une progression de 12,3% imputable en partie au recrutement spécial dans la fonction publique et à la politique de rémunération. Toutefois, le **ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales** s'est établi à 31,0% demeurant en deçà du plafond de 35% retenu dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

Les **autres dépenses courantes** sont estimées à 447,4 milliards contre 333,2 milliards en 2005 soit une hausse de 34,3% imputable essentiellement aux transferts de plus de 100 milliards accordés à la SAR et à la SENELEC.

Les **dépenses en capital** se sont situées à 474,9 milliards, enregistrant ainsi une progression de 4,5% par rapport à l'année précédente. Les **dépenses en capital sur financement interne** se sont élevées à 337,1 milliards contre 287 milliards en 2005 soit un accroissement de 17,5% à la faveur de la poursuite du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine, du programme de développement des villes secondaires et du début de mise en œuvre du programme d'infrastructure dans le cadre de l'OCI. Le **ratio des dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales** est estimé ainsi à 36,6%, soit largement au delà du seuil de 20% fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

Globalement, au terme de l'exécution budgétaire 2006, le solde budgétaire de base (hors coûts des réformes structurelles¹) a affiché un déficit estimé à 1,2 % du PIB. Quant au déficit global (dons compris), il s'est établi à près de 4,8% du PIB en raison notamment de l'exécution des dépenses PPTTE et des appuis de l'Etat au secteur énergétique destinés à éviter une envolée des prix.

Pour ce qui est du **financement**, le recours aux ressources extérieures nettes se situe à 131,1 milliards en 2006, composés essentiellement des tirages sur prêts projets et programme (106,9 milliards). La position nette du gouvernement vis-à-vis du système bancaire, s'est dégradée de 139,2 milliards par rapport à 2005.

2.1.3. La dette publique

Concernant la dette publique, le Sénégal présente, au lendemain de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale toutes les conditions de viabilité de la dette et de soutenabilité des finances publiques. L'encours de la dette publique du Sénégal s'élève à 1022,7 milliards, soit 24,4% du Produit Intérieur Brut. Il se répartit en 864,4 milliards de dette extérieure soit 18,0% contre un taux de 50% en 2005 (largement en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA) et 158,3 milliards de dette intérieure.

2.2. Projections budgétaires en 2007

La gestion budgétaire en 2007 devrait se traduire par un bon niveau de recouvrement des recettes et une progression prudente des dépenses.

¹ Dépenses liées à des réformes structurelles appuyées par les bailleurs.

2.2.1. Les recettes budgétaires

Les ressources budgétaires pour l'année 2007 sont estimées à 1057,4 milliards contre 962,6 milliards en 2006. Elles enregistreraient ainsi une progression de 9,8% par rapport à l'année 2006, imputable essentiellement à l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales.

Les recettes fiscales attendues pour l'année 2007 s'élèvent à 1028 milliards contre 921,9 milliards lors de la gestion 2006, soit une hausse de 11,5%. La pression fiscale s'établirait à 19,5% du PIB, soit largement au dessus de 17% retenu comme plancher communautaire.

Les recettes non fiscales de l'année 2007 devraient s'établir à 29,4 milliards contre 40,7 milliards l'année précédente soit une baisse de 27,8% imputable essentiellement à la diminution des recettes sur les accords de pêche.

2.2.2. Les dépenses

Les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 1420,6 milliards contre 1281 en 2006, soit une hausse de 10,9%. Elles sont constituées des dépenses courantes dont le montant est fixé à 836,7 milliards et des dépenses d'équipement évaluées à 510,4 milliards.

Les dépenses de personnel pour l'année 2007 sont prévues à 327,3 milliards contre 286,2 milliards en 2006. Elles devraient ainsi connaître un accroissement de 41,2 milliards en valeur absolue et de 14,4% en valeur relative, par rapport à la gestion budgétaire 2006. Cet accroissement est essentiellement dû d'une part à la poursuite de la politique de valorisation de l'échelle de rémunération des fonctionnaires de l'Etat. Le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales ressortirait à 31,8%, soit en dessous du plafond de 35% retenu au niveau communautaire.

Les autres dépenses courantes sont projetées à 474,3 milliards en 2007 dont 9,4 milliards de dépenses sur ressources IADM contre 447,4 milliards l'année précédente. Elles progresseraient ainsi de 6,0% en variation relative.

Les dépenses en capital sont projetées à 510,4 milliards contre 474,9 milliards l'année passée, soit une progression de 7,5% en valeur relative.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes sont projetées à 364,6 milliards en 2007 contre 337,1 milliards l'année précédente. Elles s'amélioreraient ainsi de 8,1% par rapport à 2006, soit un effort interne de 35,4 milliards. Les dépenses en capital sur ressources internes, financées sur ressources PPTTE et IADM sont attendues à 80,5 milliards. Le ratio dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'établirait à 35,5%, soit largement au dessus du plafond communautaire fixé à 20% du PIB.

Pour ce qui est des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles s'établiraient à 145,8 milliards en 2007 contre 137,8 milliards en 2006, soit une amélioration de 5,8%.

Au total, le déficit budgétaire global ressortirait à 244,7 milliards, soit 4,7% du PIB.

S'agissant du **financement**, le Sénégal continuera à bénéficier des concours des partenaires extérieurs à des taux concessionnels. Ainsi, le recours aux ressources extérieures nettes est projeté à 233,2 milliards en 2007 contre 100,1 milliards en 2006. Quant au **financement intérieur** net, il est projeté à 2,5 milliards. Le Gouvernement continuera à s'adresser au marché financier de l'espace UEMOA par le biais de l'émission de titres publics, en contribuant ainsi à dynamiser le marché desdits titres.

2.2.3. La dette publique

S'agissant de la dette publique, elle devrait s'établir autour de 1236,8 milliards contre 1022,7 milliards en 2006, soit un **taux d'endettement estimé** à 23,5%. Il se répartit en 1037,7 milliards de dette extérieure soit près de 20% du PIB contre un taux de 18% en 2006 (largement en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA) et 199,1 milliards de dette intérieure.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2006.

La **balance des paiements** du Sénégal a affiché en 2006, un solde global excédentaire estimé à 116,5 milliards, contrairement à l'année antérieure où un solde global déficitaire de 14,1 milliards a été enregistré. Cependant, le déficit du compte courant (dons compris) est passé de 7,8% du PIB en 2005 à 9,5% du PIB en 2006. Hors dons, le déficit du compte courant est estimé à 10,5% du PIB en 2006 contre 8,9% en 2005.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte courant est estimé à 455,9 milliards en 2006 contre 357,3 milliards en 2005 soit une détérioration de 98,6 milliards imputable à la balance commerciale et à la balance des services et revenus nets ; la balance des transferts courants étant en amélioration de 67,3 milliards.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** est estimé à 846,5 milliards en 2006 contre 691,3 milliards en 2005, soit une dégradation de 155,2 milliards, consécutive à la hausse de 137,5 milliards des importations et la baisse de 17,7 milliards des exportations.

Les exportations ressortiraient à 814,7 milliards en 2006 contre 832,4 milliards en 2005, soit un repli de 2,1% en valeur. Cette situation s'expliquerait principalement par les baisses enregistrées sur les ventes à l'extérieur de produits arachidières, pétroliers et chimiques. Quant aux importations, elles s'établiraient à 1661,2 milliards en 2006 contre 1523,7 milliards en 2005, soit une hausse de 9,0% en valeur. Cette évolution serait en grande partie imputable à la hausse des importations de produits pétroliers et de biens d'équipement.

S'agissant de la **balance des services et revenus nets**, le déficit est passé de 63,5 milliards en 2005 à 74,2 milliards en 2006, soit une détérioration de 10,7 milliards imputable en grande partie à la balance des revenus qui s'est dégradée de 8,2. La balance des services s'est également dégradée de 2,5 milliards.

L'excédent des **transferts courants** est estimé à 464,9 milliards en 2006 enregistrant ainsi une augmentation de 67,3 milliards par rapport à 2005. Cette bonification est consécutive à la hausse de 69,7 milliards des transferts courants privés constitués essentiellement des envois de fonds des travailleurs expatriés qui ont atteint 410,5 milliards en 2006 contre 340,8 milliards en 2005.

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières est estimé à 572,4 milliards en 2006 contre 339,1 milliards en 2005, soit une augmentation de 233,3 milliards.

Les transferts en capital sont évalués à 1185 milliards en 2006 contre 105,2 milliards en 2005. Cette forte augmentation s'expliquerait par les annulations de dettes vis-à-vis du FMI, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Le solde du compte d'opérations financières s'est établi en déficit de 612,6 milliards en 2006 contre un excédent de 233,9 milliards en 2005, soit une détérioration de 846,5 milliards expliquée par la prise en compte dans les capitaux publics du service de la dette annulé dans le cadre de l'IADM. Quant aux capitaux privés, ils sont passés de 97,9 milliards en 2005 à 339,9 milliards en 2006 soit une augmentation de 242 milliards.

3.1.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements du Sénégal fait ressortir en 2006, un solde global excédentaire de 116,5 milliards avec un solde du compte courant déficitaire de 455,9 milliards couvert par un solde excédentaire de 572,4 milliards du compte de capital et d'opérations financières.

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2007

La balance des paiements afficherait un solde global excédentaire de 55,0 milliards en 2007 contre 116,5 milliards en 2006, soit un repli de 61,5 milliards.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit commercial s'établirait à 922,9 milliards en 2007 contre 846,5 milliards en 2006, soit une détérioration de 76,4 milliards qui s'expliquerait par une reprise timide des exportations (+9,2 milliards) et une progression des importations de 85,6 milliards.

Concernant l'évolution de **la balance des services et revenus nets**, le déficit s'établirait à 94,3 milliards en 2007 contre 74,2 milliards en 2006, soit une détérioration d'environ 20 milliards.

Les transferts courants passeraient de 464,9 milliards en 2006 à 524,6 milliards en 2007, permettant d'atténuer le **déficit du compte courant** qui ressortirait en définitive à 492,5 milliards en 2007, soit 8,5% du PIB contre 9,5% en 2006. Hors transferts officiels, le déficit courant s'établirait à 10,3% du PIB en 2007 contre 10,7% en 2006.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières se situerait globalement à 547,5 milliards en 2007 contre 572,4 milliards en 2006.

3.2.3. Le solde global

Au total, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières de 547,5 milliards permettrait de combler le déficit de 492,6 milliards du compte des transactions courantes en 2007. Ainsi, la balance des paiements afficherait en 2007 un solde excédentaire de 55,0 milliards.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2006

La situation estimée des institutions monétaires en 2006 a été marquée par une amélioration de 121,7 milliards des avoirs extérieurs nets, une progression de 8,8% du crédit intérieur et une expansion de 11,9% de la masse monétaire.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

L'excédent du solde global de la balance des paiements en 2006 a permis une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires qui est estimée à 779,5 milliards contre 657,8 milliards l'année écoulée. Cette amélioration serait le fait exclusif de la Banque centrale, la situation des banques de dépôts étant estimée en stabilité durant la période.

4.1.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur a enregistré une hausse de 91 milliards, en s'établissant à 1122,4 milliards en 2006 contre 1031,4 milliards en 2005. Cette situation a résulté à la fois de l'accroissement des crédits à l'économie et de la détérioration de la Position Nette du Gouvernement.

En effet, la **Position Nette du Gouvernement** est ressortie à 11,1 milliards en 2006 contre -35,6 milliards un an auparavant soit une détérioration de 46,7 milliards. Quant aux **crédits à l'économie**, ils s'élevèrent à 1111,3 milliards contre 1067 milliards en 2005, soit une hausse de 4,2%. Il se répartit en 1102,4 milliards de crédits ordinaires et 8,9 milliards de crédits de campagne.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** a progressé de 11,9% en 2006 en s'établissant à 1751,2 milliards en 2006 contre 1564,9 milliards en 2005. Ainsi, le taux de liquidité de l'économie² est passé de 34,3% à 36,5% entre 2005 et 2006.

² Le taux de liquidité de l'économie est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2007

La situation monétaire en 2007 devrait se caractériser par un renforcement de 55,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 10,0% du crédit intérieur et une progression de 9,5% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

La consolidation de la position extérieure des institutions monétaires devrait se poursuivre en 2007 et se caractériserait par une amélioration de 55,0 milliards comparativement à la situation de 2006. En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ressortiraient à 834,5 milliards en 2007 contre 779,5 milliards en 2006.

4.2.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur devrait enregistrer une progression de 10,0% en 2007 en passant de 1122,4 milliards en 2006 à 1234,63 milliards en 2007. Cette augmentation ferait suite à la hausse de la Position Nette du Gouvernement et à l'accroissement des crédits à l'économie.

S'agissant des crédits nets à l'Etat, **la Position Nette du Gouvernement** s'établirait à 76 milliards en 2007 contre 11,1 milliards en 2006 soit une détérioration de 64,4 milliards.

Concernant les **crédits à l'économie**, l'encours devrait passer de 1111,3 milliards en 2006 à 1559,1 milliards en 2007 soit une augmentation de 47,8 milliards.

La **masse monétaire** progresserait pour sa part de 9,5% en 2007, s'élevant de 1751,2 milliards en 2006 à 1918,4 milliards en 2007. Cette progression de la masse monétaire en harmonie avec la croissance du PIB nominal maintiendrait le taux de liquidité à 36,4%.